

CONTROLE FISCAL

On attend toujours le vrai débat

Présidé par le DG adjoint, ce groupe de travail faisait suite à une première réunion tenue en mars 2008.

Il avait à son ordre du jour l'examen de 4 thèmes :

- ✓ point d'étape sur l'expérimentation de la certification des BVG ;
- ✓ bilan de l'expérimentation du CSP à distance ;
- ✓ bilan de l'expérimentation d'ALPAGE CSP ;
- ✓ actualité de la mission contrôle fiscal.

Dans sa déclaration liminaire, la CGT a constaté l'habituelle autosatisfaction de la direction générale s'agissant du bilan de ses expérimentations alors que les vrais problèmes liés à la mission n'étaient pas abordés contrairement aux engagements du sous-directeur CF lors de la réunion de mars :

- ✓ malgré les paroles rassurantes de la centrale, pas de réponses aux attentes et inquiétudes des acteurs de terrain qui ne sont jamais consultés ;
- ✓ interrogations sur le pilotage et la conduite de la mission alors que la gestion par indicateurs pèse désormais lourdement sur la qualité des investigations ;
- ✓ absence de visibilité sur l'avenir du contrôle fiscal à la DGFIP : où en est la création du service d'enquêtes judiciaires fiscales annoncé par le ministre à grands sons de trompe et absent de la loi de finances ? Quel avenir pour les structures de contrôle ?
- ✓ certaines évolutions récentes laissent craindre une dérive vers la lutte contre la fraude sociale au détriment de la lutte contre la grande fraude organisée. L'expérimentation à venir de la proposition 22 du rapport Fouquet (prise de position sur les points examinés en cours de contrôle et n'ayant pas donné lieu à rappels) ne peut que nous inquiéter.

Enfin, au travers d'une analyse des dernières publications en la matière (rapports MARINI et FOUQUET, rapport du Conseil des Impôts), la CGT a dénoncé les menaces pesant sur le CFE compte tenu de l'offensive patronale et libérale en la matière.

Dans ces conditions, la CGT demande la réunion rapide d'un groupe de travail spécifique sur l'avenir de la mission, ses acteurs et ses moyens.

ACTUALITE DU CONTROLE FISCAL

Si la DG ne fait pas obstacle à aborder tous les sujets liés au contrôle, elle a rappelé que l'objet spécifique de ce GT était de dresser un bilan des expérimentations présentées en mars 2008.

Sur les menaces pesant sur la mission, elle a rappelé :

- ✓ que les moyens avaient été « sanctuarisés » (emplois de vérificateurs) ;
- ✓ que l'équilibre entre administration de service et administration de contrôle était consolidé ;

- ✓ que la lutte contre la fraude avait fait l'objet de d'un renforcement de la législation (sécurisation du L16B, flagrance, lutte anti-carrousels) ;
- ✓ que les propositions du rapport Fouquet avait fait l'objet d'un filtre. Le dossier de la « police fiscale » n'est pas clos, le contexte étant, pour la DG, particulièrement favorable.

Pour la CGT, le tableau n'est pas aussi idyllique. S'agissant des emplois, il convient de rappeler les ponctions opérées sur les emplois de collaboration en brigades tant départementales que régionales et les suppressions d'emplois de cadre A prévues en 2009 dans certaines directions.

Concernant l'équilibre service/contrôle, force est de constater que le renforcement constant des garanties accordées au contribuable développe une approche « client » au détriment du renforcement du contrôle. Enfin, les moyens législatifs nouveaux étant encadrés dans des règles particulièrement lourdes risquent de perdre de leur pertinence par la difficulté à les mettre en œuvre (procédure de flagrance). Par ailleurs, les grands espoirs mis dans la lutte contre les paradis fiscaux nous rendent pour le moins dubitatifs.

CERTIFICATION DES BRIGADES

La DG a rappelé qu'il s'agissait d'une expérience suite à engagement du dernier contrat. Cette expérimentation concerne 10 brigades et sera véritablement lancée en mai 2009.

Pour la DG, les exigences de la certification permettront de progresser dans la qualité du contrôle et d'améliorer la relation avec le contribuable. L'enjeu alors se décline en matière de communication, c'est à dire faire mieux admettre le contrôle fiscal externe.

Selon la DG, il n'y aura aucune incidence pour les agents (carrières, rémunérations...) et elle ne se fera pas à marche forcée.

Après avoir rappelé les menaces pesant sur l'indépendance du contrôle (intervention d'un organisme extérieur) et démontré que le processus n'apportait rien en matière de qualité par rapport aux pratiques actuelles sinon un surcroît de charges pour les services, les OS ont unanimement demandé le retrait de l'expérimentation.

Compte tenu de cette position, la DG, que l'on a senti mal à l'aise sur le sujet, a accepté d'en rediscuter lors d'une prochaine réunion.

EXPERIMENTATION D'ALPAGE CSP

Sous réserve d'améliorations fonctionnelles à apporter, l'application sera généralisée en 2009 après formation des utilisateurs.

Le bilan de l'expérimentation du CSP à distance sera examiné lors d'une réunion ultérieure ;

La CGT restera très vigilante sur l'expérimentation de la certification des brigades et rappellera lors de la prochaine réunion son hostilité à ce projet inutile.